



Marie-Françoise Cachin

**Une nation de lecteurs ?  
La lecture en Angleterre (1815-1945)**

Presses de l'enssib

---

## Chapitre II. Essor des bibliothèques publiques, survie des cabinets de lecture

---

DOI : 10.4000/books.pressesenssib.786  
Éditeur : Presses de l'enssib  
Lieu d'édition : Presses de l'enssib  
Année d'édition : 2010  
Date de mise en ligne : 4 avril 2017  
Collection : Papiers  
ISBN électronique : 9782375460405



<http://books.openedition.org>

**Référence électronique**

CACHIN, Marie-Françoise. *Chapitre II. Essor des bibliothèques publiques, survie des cabinets de lecture* In : *Une nation de lecteurs ? La lecture en Angleterre (1815-1945)* [en ligne]. Villeurbanne : Presses de l'enssib, 2010 (généré le 09 mai 2019). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/pressesenssib/786>>. ISBN : 9782375460405. DOI : 10.4000/books.pressesenssib.786.

---

\*\*\*\*\*

## ESSOR DES BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES, SURVIE DES CABINETS DE LECTURE

\*\*\*\*\*

**L**a progression de l'alphabétisation entre 1880 et 1900 n'avait pas entraîné une baisse du prix des livres, et les lecteurs devaient toujours avoir recours aux bibliothèques publiques existantes et aux cabinets de lecture. Ils continuaient à emprunter plutôt qu'à acheter de quoi lire. La demande de lecture se faisait cependant de plus en plus forte, mais la satisfaction de cette demande variait selon les classes sociales. Les classes moyennes regardaient souvent d'un mauvais œil la présence de bibliothèques publiques et gratuites, même s'ils voyaient en elles un moyen de contrôler les classes inférieures dont l'instruction leur paraissait toujours constituer une menace potentielle.

### PROGRESSION DES BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES

\*\*\*\*\*

Il convient de rappeler que le Public Libraries Act de 1850 n'avait pas imposé la création de bibliothèques publiques, il avait simplement donné la possibilité aux villes d'au moins 10 000 habitants de prélever une taxe d'un demi-penny par livre sterling pour financer la construction ou l'achat de bâtiments destinés à héberger des bibliothèques. Ce prélèvement était donc soumis à un vote. Quelle qu'ait été leur origine sociale, les Anglais étaient majoritairement opposés à une telle mesure, assimilée à un impôt supplémentaire. Il n'est donc pas surprenant que de nombreuses municipalités aient été réticentes à l'accepter, d'autant plus qu'en 1855 un amendement à la loi avait porté ce prélèvement à un penny par livre sterling. C'est l'une des raisons pour laquelle la création de bibliothèques publiques a progressé si lentement, à quoi il faut ajouter une apathie certaine de la population anglaise. L'attention des politiques se portait davantage sur des actions impliquant de gros budgets, comme l'enseignement, le développement des transports urbains ou l'adduction d'eau, au regard desquelles les faibles dépenses demandées pour les bibliothèques publiques ne comptaient guère. Lorsque certaines voix s'élevaient, c'était essentiellement

pour exprimer leur hostilité et leur opposition à l'encontre de ces nouvelles institutions. En réalité, il n'y avait aucun soutien populaire.

Les chiffres du développement des bibliothèques publiques sont à cet égard éloquentes et restent très faibles durant la période 1880-1914. En 1885, il n'existait que 125 comités de bibliothèque en Grande-Bretagne. Selon Altick, entre 1880 et 1889, on compte 65 créations de bibliothèques financées par la taxe officielle, et entre 1890 et 1899, 153 supplémentaires, chiffre qui reflète tout de même une certaine accélération des créations. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le total des bibliothèques créées tournait autour de 500. Dans l'intervalle, deux autres lois avaient malgré tout été votées. L'une, en 1884, réitérait l'importance des conférences organisées par les bibliothèques. L'autre, proposée en 1892 par la Library Association et soutenue par John Lubbock, puis amendée en 1893, facilitait l'adoption de la législation par les autorités de tutelle sans obligation de référendum auprès des contribuables. Selon Altick, en 1896, seulement 334 districts avaient voté la taxe pour les bibliothèques, et 46 districts d'une population de plus de 20 000 habitants, comme Bath ou Hastings, s'y étaient opposés. Seulement deux quartiers (*parishes*) de Londres avaient une bibliothèque publique en 1887. Et si 225 bibliothèques supplémentaires virent le jour entre 1897 et 1913, ce n'est pas en raison d'un changement de mentalité mais grâce au financement de différents philanthropes, dont les deux plus célèbres sont John Passmore Edwards (1823-1911) et le magnat américain, Andrew Carnegie (1835-1919).

Fils de menuisier, Edwards avait été marqué par les difficultés rencontrées durant son enfance pour parvenir à lire, éclairé seulement par une seule bougie et entouré d'une famille bruyante. C'est sans doute la raison pour laquelle, devenu par la suite éditeur de plusieurs journaux, dont *The London Echo* lancé en 1868, puis député libéral de 1880 à 1885, John Passmore Edwards se dévoua à diverses actions de bienfaisance et de mécénat. Il contribua ainsi par de généreuses donations à la création de quinze bibliothèques à Londres et de neuf en Cornouailles et dans le Devon.

Andrew Carnegie, Américain d'origine écossaise, est mieux connu. C'est en Écosse, à Dunfermline, sa ville natale, que, dans les années 1880, il finança pour la première fois en Grande-Bretagne la construction d'une bibliothèque. Son intérêt pour la lecture remontait également à son enfance durant laquelle il n'eut accès à des livres que grâce à un bienfaiteur local. En 1886, Carnegie consacra 250 000 dollars à l'installation d'une autre bibliothèque à Édimbourg. Sa réputation de généreux donateur dans ce secteur culturel lui valut d'ailleurs d'être parfois sollicité. Ainsi, en 1902,

comme le rapporte Alistair Black, un employé municipal de Shoreditch lui écrivit, en arguant du fait que Shoreditch étant un des quartiers les plus pauvres de Londres où il était pratiquement impossible de demander aux habitants de payer une taxe supplémentaire, aussi faible fût-elle, pour la création d'une bibliothèque<sup>18</sup>. Au total, Carnegie apporta 750 000 livres sterling à 295 bibliothèques britanniques entre 1897 et 1913. Cet argent était toujours destiné à la construction et à l'équipement sous condition que les autorités locales s'engagent à fournir, d'une part, le terrain où élever le bâtiment et, d'autre part, le budget de fonctionnement nécessaire. Ces *Carnegie Libraries*, comme elles furent bientôt appelées, étaient parfois de véritables monuments portant au fronton le nom de leur généreux bienfaiteur et se voulaient par ailleurs le reflet de son éthique, qui s'inscrivait tout naturellement dans la tradition de la *self-help* victorienne.

Il faut souligner aussi l'influence de Carnegie dans l'apparition de bibliothèques annexes (*library branches*) de taille généralement plus modeste, ne comprenant qu'une seule salle, divisée en plusieurs zones grâce à des rayonnages roulants. Beaucoup plus fonctionnelles et d'un coût réduit, ces annexes étaient en général entièrement supervisées depuis un bureau de prêt central occupé par un seul bibliothécaire. Alistair Black donne le chiffre de 345 annexes pour 533 bibliothèques centrales en 1914<sup>19</sup>. Virent aussi le jour des *service points* qui n'avaient pas de stock permanent et qui pouvaient prendre la forme de bibliothèques itinérantes (*travelling libraries*) ou de bureaux de distribution (*delivery stations*), que J. D. Brown décrit comme suit : "*the stations are generally shops, and the proprietor undertakes to receive lists of wants from enrolled borrowers, and issue the books when sent from the central Library*"<sup>20</sup>.

Tous les problèmes n'étaient pas résolus pour autant, car les bibliothèques Carnegie, comme les autres bibliothèques publiques, avaient bien du mal à fonctionner puisque les taxes prélevées ne devaient pas servir à l'achat de livres. Sauf lorsque des fonds additionnels provenant de sources privées pouvaient être utilisés, il ne restait guère d'argent, une fois payés les locaux (bien que souvent petits) et leur maintenance. Difficile dans ces circonstances de constituer une véritable collection d'ouvrages suivant une programmation réfléchie et conséquente, surtout lorsque persistaient tant de préjugés concernant le bien-fondé et l'utilité de la lecture.

18. Alistair Black. *A New History of the English Public Library. Social and Intellectual Contexts, 1850-1914*. Leicester, Leicester University Press, 1996, p. 20.

19. *Ibid.*, p. 239.

20. Cité dans Thomas Kelly, *op. cit.*, p. 174.

Les livres provenaient donc parfois de dons ou de legs en provenance d'anciennes bibliothèques de *Mechanics' Institutes*, et aussi d'achats de livres d'occasion. Certaines bibliothèques en vinrent même à souscrire des abonnements chez Mudie<sup>21</sup> ou Smith, ce qui signifiait qu'elles pouvaient emprunter chaque année un certain nombre d'ouvrages récents pour lesquels la demande était forte mais dont la durée de vie était brève<sup>22</sup>.

Dans le contexte de ces difficultés financières, la question de la place de la fiction ne pouvait manquer de se poser. Si la bibliothèque devait avoir une image de sérieux et symboliser le savoir, comment proposer des romans, toujours considérés comme lecture frivole, sinon nocive ? En 1908, la lecture d'œuvres de fiction continuait à être considérée par certains comme une drogue. Dans une certaine mesure, les difficultés budgétaires pouvaient donc jouer en faveur du rejet de la fiction, même si la demande des lecteurs restait forte pour ce genre d'ouvrages. Ce n'est que vers la fin du siècle que les romans finirent par être acceptés et constituèrent un composant essentiel des collections des bibliothèques, certaines personnalités (les auteurs, entre autres !) ou des bibliothécaires faisant valoir que les romans n'étaient pas tous à rejeter et qu'il en existait de très valables, édifiants et instructifs. Enfin, si elles voulaient garder leurs lecteurs, les bibliothèques avaient tout intérêt à leur offrir le genre d'ouvrages vers lesquels allaient leurs préférences. Les chiffres sont une fois encore éloquentes : dès 1872, la bibliothèque de Leeds comptabilisait 75 % des communications dans le domaine de la fiction et, à la veille de la Première Guerre mondiale, la bibliothèque centrale de Southampton donnait un chiffre de plus de 85 %.

Mais les difficultés rencontrées par les bibliothèques publiques pour se faire une place dans le paysage culturel britannique ne venaient pas seulement de la présence ou de l'absence de romans dans leur fonds. Un problème d'image se greffait sur la question financière. Car, en premier lieu, on les jugeait le plus souvent destinées aux classes populaires et quelques-uns affirmaient même qu'elles n'existaient que pour les couches inférieures de la société, alors que c'étaient les classes moyennes qui les finançaient. Le fait qu'elles étaient gratuites les faisait passer aux yeux de certains pour des institutions charitables. Une telle vision des

---

21. Ayant découvert récemment l'existence de catalogues de la Select Library de Mudie à la BnF, j'ai constaté que Mudie proposait aux bibliothèques publiques des colis de livres d'occasion soldés à des prix intéressants.

22. Mary Hammond. *Reading, Publishing and the Formation of Literary Taste in England 1880-1914*. Farnham, Ashgate, 2006, p. 30.

bibliothèques publiques semble avoir perdu jusqu'à la Première Guerre mondiale et il fallut la crise économique des années 1930 pour que les classes moyennes commencent à se détourner des cabinets de lecture et autres bibliothèques commerciales privées.

Deuxièmement, dans nombre d'entre elles, les usagers étaient mal accueillis, inconfortablement installés, dans des locaux trop souvent exigus, sales et peu ventilés. Ils étaient en outre soumis à des règles de discipline très strictes. Selon Altick, rien ou pas grand-chose n'était fait pour attirer les lecteurs : *"In many places, the brusqueness of the assistants, the stern maintenance of discipline and decorum, and the inadequate and uncomfortable accommodations actually drove away would-be readers"*<sup>23</sup>. La présence de clochards ou d'*"eccentrics"* qui s'y réfugiaient à l'abri de la pluie et du froid ne contribuait pas non plus à rendre les bibliothèques accueillantes pour qui que ce soit, et surtout pas pour les femmes.

Enfin, l'objectif des partisans des bibliothèques, généralement issus des classes moyennes, qui avait été d'inciter au progrès individuel, de le favoriser et de le faciliter, ne semblait pas avoir été réalisé. On considérait, au contraire, que les usagers des classes populaires y venaient satisfaire leurs habitudes d'oisiveté ou y passer leurs moments de détente et de récréation. Ce préjugé, avec pour conséquence un contrôle strict des comportements et de la moralité des usagers, n'a pas manqué de donner des bibliothèques publiques l'image d'une institution répressive.

Mais il est clair que les différents aspects de cette image sont à nuancer, d'autant plus qu'au cours des décennies examinées ici, les choses ont progressivement évolué.

## LES USAGERS DES BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES

+++++

Afin de voir comment se répartissaient les lecteurs, il ne faut pas oublier deux points importants : d'une part, la progression de l'alphabétisation, d'autre part, le faible nombre de bibliothèques publiques existantes. Il faut aussi se rappeler que malgré les critiques évoquées précédemment, les bibliothèques publiques étaient destinées à l'ensemble de la population, comme le rappelait haut et fort J. S. Rowntree en 1881, dans un discours en faveur de l'ouverture d'une bibliothèque publique à York : *"Free libraries are used by every class of the population, male and female, rich and poor, learned and unlearned, boys and girls, the blind, the deaf and the maimed,*

---

23. Richard D. Altick, *op. cit.*, p. 238.

*all resort to a good free library*<sup>24</sup>.” Mais, en réalité, les Anglais continuaient à les considérer comme destinées à la classe ouvrière et dans la pratique, rares étaient les lecteurs issus des couches supérieures de la société. On peut à cet égard partager le point de vue de Thomas Kelly qui souligne à juste titre qu’elles avaient réussi là où les *Mechanics’ Institutes* avaient échoué, dans la mesure où elles attiraient un public d’ouvriers. Toutefois, les femmes et les jeunes filles les fréquentaient peu et Kelly donne pour elles des chiffres qui tournent entre 15 et 30 % selon les villes<sup>25</sup>.

Commentant des annexes fournies à la fin de son livre et portant sur les occupations des nouveaux lecteurs, d’une part de la Portsmouth Public Library en 1887-1888, d’autre part, de celle de Leyton en 1902-1903, Alistair Black note que, dans les deux cas, la majorité des usagers étaient originaires de la classe ouvrière, mais il relève aussi la présence d’employés de bureau (*clerks*), de membres de professions libérales, architectes, avoués et avocats, médecins et chirurgiens, ainsi que des officiers, ingénieurs et musiciens, etc. Il précise par ailleurs que “*despite extensive working-class use, public libraries were essentially institutions of the middle-classes: provided by them, run by them, and used by them in considerable numbers*”<sup>26</sup>. On ne peut donc affirmer catégoriquement que les Anglais des classes moyennes aient complètement boycotté les bibliothèques publiques.

À propos de ce public, le bibliothécaire James Duff Brown donnait pour 1906 les statistiques par âge suivantes : 16 % d’usagers de moins de 14 ans ; 32 % entre 14 et 19 ans ; 34 % entre 20 et 39 ans et 8 % de plus de 40 ans, l’âge des autres utilisateurs étant inconnu<sup>27</sup>. Il constatait par ailleurs que seulement 6 % de la population susceptible d’utiliser les bibliothèques publiques le faisaient, preuve à ses yeux du manque de popularité de ces dernières.

Cela étant, on peut se demander ce qu’en attendaient ceux qui choisissaient de s’inscrire en bibliothèque. Selon la plupart des historiens, la fréquentation des bibliothèques publiques aussi bien par les classes inférieures que par les classes moyennes relevait d’un désir manifeste de progrès et d’instruction, même si la philosophie de la *self-help* a eu tendance à décliner au tournant du siècle. Il ne faudrait donc pas surestimer la demande de romans par rapport à l’emprunt ou à la consultation, par toutes les couches sociales, d’ouvrages de non-fiction, y compris les

---

24. Cité dans Alistair Black, *op. cit.*, p. 23.

25. Thomas Kelly, *op. cit.*, p. 83-84.

26. *Ibid.*, p. 174.

27. Chiffres donnés par Alistair Black, *op. cit.*, p. 24.

journaux, magazines, annuaires et répertoires, ainsi que des ouvrages de littérature plus sérieux, où transparaît une soif certaine de connaissances. Les classes moyennes ont aussi fini par y trouver leur compte, car les bibliothèques publiques mettaient à leur disposition les moyens d'un enrichissement culturel non négligeable. Mais si la population britannique dans son ensemble a progressivement trouvé le chemin de ses bibliothèques publiques, c'est aussi en raison de leur amélioration progressive en matière d'organisation et d'accueil.

## ORGANISATION ET GESTION DES BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES

+++++

L'exiguïté et l'inadaptation des premiers locaux utilisés par les bibliothèques publiques ont déjà été évoquées. Faute d'avoir les finances nécessaires pour construire des bâtiments neufs, les municipalités récupéraient parfois d'anciens édifices, souvent mal adaptés à leurs nouvelles fonctions. Ainsi la bibliothèque publique de Bristol fut au départ logée dans un ancien édifice du début du xvii<sup>e</sup> siècle, qu'on a comparé à un terrier de lapin ! Alistair Black indique qu'entre 1850 et 1870, seulement 17 sur 55 des bibliothèques existantes disposaient de locaux clairement dédiés à cet usage. Dans certains cas, les locaux étaient partagés avec d'autres institutions ou bureaux. Heureusement, peu à peu, on prit conscience de la nécessité de les aménager en fonction des besoins. En 1897, F. J. Burgoyne, auteur d'un ouvrage sur l'architecture et l'ameublement des bibliothèques<sup>28</sup>, fixa le nombre minimum de pièces nécessaires : un département pour les usuels, un département de prêt, une ou des salles de lecture dont une pour la lecture des journaux et magazines, et des bureaux pour le personnel. Le département du prêt se devait naturellement d'avoir une certaine importance, mais souvent aux dépens de la salle des usuels. Ceci veut dire que si une bibliothèque ne disposait que d'une seule pièce, elle devait l'aménager en conséquence. Dans les plus grandes bibliothèques, il était conseillé de prévoir en plus des salles de lectures séparées pour les femmes, pour les garçons et pour les filles, une autre pour les étudiants, une salle de conférence, une chambre forte où conserver les manuscrits, incunables et autres collections précieuses, une salle de reliure et de réparation des livres, des logements de fonction et, éventuellement, un musée et une galerie d'art. Par la suite, dans la période précédant la

---

28. Frank James Burgoyne. *Library Construction, Architecture, Fittings and Furniture*. London, G. Allen, 1897.



Première Guerre mondiale, on pouvait aussi y trouver une salle pour l'accueil des émigrants et une salle des registres des brevets. Enfin, dans le but de prendre en compte leur fonction d'activité de loisir, on a même vu apparaître dans quelques bibliothèques des salles de billard, des fumoirs, et des salles de jeux (dominos ou jeu de dames). Ainsi, la bibliothèque annexe d'Openshaw, qui ouvrit à Manchester en 1894, incluait des salles de récréation et une cafétéria, cependant fermée assez rapidement. En revanche, le fumoir et la salle de billard persistèrent jusqu'en 1907, car ils procuraient des ressources financières bienvenues.

Jusque dans les années 1880, les enfants devaient faire preuve de leur capacité de lecture avant de pouvoir bénéficier des services des bibliothèques, ce qui signifie qu'ils devaient avoir au moins 7 ou 8 ans. Les sections pour la jeunesse ne virent le jour de manière plus systématique qu'à cette période, la première d'entre elles étant instaurée à Nottingham en 1882. À Leicester, un département de ce type créé en 1888 accueillit quelque 1 600 inscrits. Mais ces bibliothèques pour les jeunes étaient souvent perçues comme un luxe et n'étaient donc jamais considérées comme une priorité en cas de difficulté de financement. Debbie Denham indique qu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, une quarantaine de bibliothèques en Angleterre et au Pays de Galles avaient des salles séparées pour les enfants et qu'une soixantaine d'autres proposaient des facilités pour ceux-ci<sup>29</sup>. Ce n'est qu'au début du XX<sup>e</sup> siècle que se développa véritablement ce type d'accueil, et ce malgré une réticence persistante. La Première Guerre mondiale donna ensuite un coup d'arrêt à cette progression.

Il est évident que certaines des salles des bibliothèques publiques n'étaient pas sans poser de problèmes. Ainsi la salle de lecture réservée aux femmes semblait aux yeux de certains bibliothécaires un privilège qui allait à l'encontre de la démocratie. Mais sans aucun doute, la salle qui posait le plus de problèmes continuait à être celle réservée à la lecture des journaux, car elle attirait une catégorie de lecteurs considérés indésirables qui ne lisaient dans les journaux proposés que la page des paris ! Quelques bibliothèques en vinrent à caviarder cette page, un comportement critiqué comme une forme de censure.

Mais l'évolution la plus importante de l'agencement des différentes salles fut vers la fin du siècle ce qu'on a parfois appelé « la révolution du libre accès », avec pour conséquence la réorganisation du classement des ouvrages dans les rayonnages.

---

29. Debbie Denham. "Public library services for children", in *Cambridge History of Libraries*, vol. III, p. 95.

Le libre accès s'était progressivement développé dans de nombreuses bibliothèques privées ou dans les cabinets de lecture, et dès 1870, il avait été institué à Cambridge pour les usuels. Depuis 1891, le bibliothécaire James Duff Brown était intervenu en faveur d'un tel système dont il avait constaté l'efficacité lors d'un voyage aux États-Unis. En 1894, il décida donc de le mettre en place dans la bibliothèque publique de Clerkenwell, car il considérait que permettre aux lecteurs de feuilleter les livres et de s'intéresser de la sorte à des ouvrages sérieux aurait un rôle éducatif. Il organisa à cette fin ce qu'il appela le *safeguarded open access* qui faisait entrer le lecteur par un portillon surveillé et le faisait sortir par un autre portillon après enregistrement des livres empruntés. La réaction des lecteurs à ce mode de fonctionnement dans les rares bibliothèques où il fut introduit avant 1914 fut positive. En revanche, certains bibliothécaires y furent hostiles par crainte de malversations, de dégâts et de vols de livres. Ils s'inquiétaient aussi du désordre qui s'ensuivrait. Brown était parfaitement conscient de ces problèmes potentiels dont, dès 1897, il avait lui-même dressé une liste exhaustive :

- augmentation des vols ;
- désordre dans le rangement des ouvrages ;
- détérioration des livres ;
- cohue et bagarres entre les usagers ;
- réduction de l'espace de stockage ;
- inutilité du système pour la majorité des emprunteurs peu compétents en matière de livres.

Toutefois, en 1899, une douzaine de bibliothèques firent paraître un bilan de leur expérience prouvant que l'augmentation des vols avait été très limitée. Mais, en 1901, seulement une trentaine de bibliothèques anglaises et en 1910 guère plus de 70 avaient adopté le libre accès. La méfiance persistait. Le coût que représentait l'installation des portillons de sécurité jouait aussi contre ce système. Le libre accès imposait par ailleurs de reconsidérer le classement des livres de manière à faciliter le repérage par les lecteurs des différents types d'ouvrages. Ce n'était pas un problème nouveau et James Duff Brown lui-même avait établi un système permettant de vérifier d'un coup d'œil que les livres étaient bien à leur place, grâce à des étiquettes de forme et de couleur spécifiques, collées à une certaine hauteur du dos en fonction du sujet. Ce système, appelé *Brown's Adjustable System*, était loin de donner toute satisfaction et Brown s'efforça alors d'en monter un autre, par sujets, appelé *Brown's Subject Classification*. Curieusement basé sur un concept d'évolution historique, avec

quatre grands groupes de sujets bizarrement définis : *matter and force*, *life, mind et record*, subdivisés en sous-groupes représentés par des chiffres et divisibles chacun en 100 thèmes, ce système ne donnait pas non plus toute satisfaction. Fort heureusement, le système Dewey, créé en 1876 et importé des États-Unis, commençait à être connu et utilisé avant de devenir, comme on le sait, la norme internationale. Mais, d'après le *Libraries Year Book* de 1910-1911, trois systèmes de classification ont co-existé quelque temps en Grande-Bretagne : le *Brown's Adjustable System* dans 49 bibliothèques, le *Brown's Subject System* dans 59 autres et le *Dewey Decimal* dans 117.

Toutes ces modifications dans la gestion des bibliothèques furent complétées par l'amélioration du recrutement et de la formation des bibliothécaires, contribuant à donner une meilleure image de ces établissements.

## LES BIBLIOTHÉCAIRES

+++++

Lorsque furent créées les premières bibliothèques publiques, il fallut trouver du personnel pour s'en occuper, mais les moyens manquaient. C'est pourquoi les premiers bibliothécaires, si on peut utiliser ce terme pour les années 1850, n'avaient ni statut ni rémunération décente. Et même souvent ils n'avaient aucune qualification que ce soit, ni sur le plan académique, ni en matière d'expérience. Seules les grandes villes parvenaient à recruter des hommes compétents, car il faut bien admettre qu'il n'y eut guère de femmes pour ce genre de travail dans les premiers temps. Dans des villes de moindre importance, on faisait éventuellement appel à des libraires, à des journalistes, à des postiers, voire à d'anciens policiers ou même à des apprentis horlogers ! Les salaires étaient très bas, à la fois cause et conséquence du mauvais statut de ce métier. Cette situation perdura jusque dans les années 1880, bien que la profession ait tenté rapidement de s'organiser et de revaloriser son image. En 1859, parut un ouvrage d'Edward Edwards, intitulé *Memoirs of Libraries*, évoquant la possibilité d'une organisation professionnelle des bibliothécaires. Mais il fallut attendre 1876, année de la création de l'American Library Association, pour que germe l'idée de créer une association identique en Angleterre. Suite au premier congrès annuel de l'association américaine en septembre 1877, une réunion du même type fut organisée à Londres à laquelle assistèrent plus de 200 délégués, envoyés par des bibliothèques de toutes les régions de l'Angleterre. De nombreux points figuraient à l'ordre du jour,

mais surtout, la question du salaire et de la formation des bibliothécaires. À l'issue de cette rencontre, décision fut prise de créer une Library Association of the United Kingdom, avec pour objectif “*to unite all persons engaged or interested in library work, for the purpose of promoting the best possible administration of existing libraries and the formation of new ones where desirable*”<sup>30</sup>. Une des petites brochures récentes de la Library Association souligne que l'association avait été créée afin d'améliorer le niveau professionnel des bibliothécaires ainsi que le service au public, et indique qu'en 1898 elle a obtenu une charte royale.

Indéniablement, l'association joua un rôle considérable en matière de formation professionnelle. Jusque dans les années 1885, ses efforts se limitèrent toutefois à l'organisation d'examens sur un programme révisé à plusieurs reprises et axé sur trois sujets : bibliographie et histoire littéraire ; catalogage, classement et agencement des rayonnages, et gestion d'une bibliothèque. Ce n'est qu'en 1898 que furent inaugurés les premiers cours préparatoires à ces examens, suivis par 25 étudiants. Malheureusement, cette formation continua à n'accueillir qu'un petit nombre de bibliothécaires potentiels, qui d'ailleurs pouvaient tout aussi bien se faire embaucher sans l'avoir suivie, si l'occasion s'en présentait. Il en était de même pour les aides-bibliothécaires, qui jusqu'à la veille de la Première Guerre mondiale n'étaient bien souvent que de jeunes écoliers. En 1909, la Library Association proclama que les aspects techniques du travail de bibliothécaire exigeaient une formation spécifique sans laquelle on ne pouvait obtenir un poste. Cette même année, fut institué un système d'enregistrement des bibliothécaires qui contribua à mieux identifier la profession. Mais il fallut attendre 1919 pour que soit créée la première école de bibliothécaires *stricto sensu* dans le cadre du Collège universitaire de Londres.

Les bibliothécaires qui avaient dès le départ développé “*a sense of professional expertise*”, selon l'expression d'A. Black<sup>31</sup>, finirent donc par accéder à une formation professionnelle digne de ce nom. Mais, aux yeux du public, leur image la plus manifeste, qu'ils conservèrent longtemps, était celle de gardiens de la moralité, car ils avaient la responsabilité du choix des acquisitions, souvent sous le contrôle d'un comité de sélection constitué de personnalités élues ou nommées, et ils pouvaient donc refuser certains titres jugés pernicieux ou indécents. Ils pouvaient également

---

30. Cité dans William Arthur Munford. *A History of the Library Association 1877-1977*. London, The Library Association, 1976.

31. Alistair Black, *op. cit.*, p. 195.

orienter le choix des usagers en leur fournissant des listes d'ouvrages recommandés, autre moyen de contrôler leurs lectures, mais aussi destinées à attirer de nouveaux lecteurs. Dans d'autres cas, ces conseils de lecture étaient donnés par l'intermédiaire de bulletins présentant les nouvelles acquisitions à côté d'autres informations locales ou d'articles sur l'histoire ou la littérature. La Library Association recommandait d'ailleurs à ses adhérents d'inculquer et de stimuler des habitudes de lecture de façon à ce que la lecture ne soit pas simplement distrayante mais aussi instructive et formatrice. À cette fin, diverses expositions et conférences furent organisées. Les bibliothèques se dotèrent de vitrines dans lesquelles présenter des objets ayant peu ou prou à voir avec les livres : reliures, illustrations, couvertures, cartes et plans, photographies ou peintures. La Library Association donne pour 1903 le chiffre de 38 bibliothèques ayant organisé ce type d'expositions temporaires<sup>32</sup>. Quant aux conférences, elles se développèrent de manière significative dans les années 1890, sous des formes variées : rencontres plus ou moins informelles, interventions solennelles d'une personnalité intellectuelle, projections à la lanterne magique, groupes de lecture, etc. Leur succès se manifeste dans le fait qu'il devint habituel d'inclure une salle de conférence dans les bâtiments des bibliothèques. Grâce à ce genre d'activités, les bibliothèques furent davantage perçues comme des institutions culturelles.

Cependant, en attendant qu'une image plus positive des bibliothèques publiques ne se généralise, la concurrence des cabinets de lecture perdura jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, malgré divers problèmes et l'apparition d'autres moyens d'accès au livre.

## **SURVIE DES CABINETS DE LECTURE, NOUVELLES INSTITUTIONS DE LECTURE**

+++++

La survie des deux grands cabinets de lecture, Mudie's Select Library et W. H. Smith Library, s'explique tout d'abord par le public auquel ils s'adressaient, c'est-à-dire les classes moyennes, qui continuaient à les préférer aux bibliothèques publiques dont elles jugeaient la clientèle peu fréquentable et la propreté des locaux incertaine. Circulait en outre l'idée que les livres étaient porteurs de germes, même chez Mudie, mais encore plus dans des lieux ouverts à tous. La bibliothèque publique avait été

---

32. Martin Hewitt. "Extending the public library 1850-1930". In *The Cambridge History of Libraries in Britain and Ireland*, vol. III. Cambridge, Cambridge University Press, 2006, p. 76.

créée pour le peuple afin d'encourager et de favoriser son progrès moral et culturel. À l'opposé, les cabinets de lecture restaient les bastions des classes moyennes, garants de conservatisme et de moralité.

Le développement de livres moins chers et des rééditions bon marché en un volume n'a pas non plus joué contre ces cabinets de lecture dans la mesure où leurs clients ne les appréciaient pas vraiment et préféraient emprunter chez Mudie des livres en grand format, plus lisibles et disponibles dès la première édition. Toutefois, le prêt s'avérait de moins en moins profitable pour Mudie et devait être compensé par la vente de livres d'occasion à prix réduit, le plus souvent à de petites bibliothèques qui s'en débarrassaient ensuite à leur tour chez des bouquinistes qui les vendaient à la sauvette dans les rues de Londres. À cet égard, l'activité de Mudie ressemblait de plus en plus à celle d'un libraire.

C'était déjà le cas de W. H. Smith, qui avec ses kiosques de gare avait procédé de manière inverse, les utilisant comme bibliothèques de prêt pour les lecteurs qui n'avaient pas les moyens ni peut-être l'envie d'acheter un de ses *yellowbacks* à 2 shillings. Il avait donc lui aussi deux sources complémentaires de revenus. Selon Nicholas Hiley, vers la fin des années 1890 le chiffre d'affaires annuel du cabinet de la bibliothèque de Smith tournait autour de 70 000 livres sterling<sup>33</sup>.

Mais, malgré leur notoriété, Mudie et Smith n'étaient pas les seuls cabinets de lecture à cette époque et leur succès ne pouvait qu'encourager certains à se lancer dans une entreprise similaire. Ce fut le cas de Jesse Boot, fondateur en 1883 de la chaîne de pharmacies Boots & Company, qui, sous l'influence de sa femme Florence, introduisit progressivement des livres parmi les articles à vendre dans ses magasins, puis y institua des bibliothèques de prêt à partir de 1899. Cette formule existait déjà, puisque de nombreux libraires avaient l'habitude d'offrir des livres au prêt. Ce cabinet prit le nom de Boots' Booklovers Library. En 1903, 143 des 300 magasins Boots existants avaient une bibliothèque et en 1907 il en existait 256. Le système était identique à celui de Smith, c'est-à-dire qu'on pouvait emprunter un livre dans un magasin et le rendre dans un autre. Un établissement central, situé d'abord à Nottingham puis, à partir de 1901, à Londres, dirigé par un ancien employé de Mudie, gérant le réseau. L'adhésion fonctionnait comme chez Mudie, avec des tarifs similaires évo-

---

33. Cf. Nicholas Hiley dans "Can't you find me something nasty?": circulating libraries and literary censorship in Britain from the 1890s to the 1910s". Robin Myers and Michael Harris (eds.). *Censorship and the Control of Print in England and France 1600-1910*. Winchester, St Paul's Bibliographies, 1992, p. 124.

luant en fonction du nombre de volumes qu'on souhaitait emprunter. En outre, la durée des abonnements pouvait être limitée à 3, 6 ou 9 mois et Boots Booklovers Library offrait même la possibilité d'un emprunt ponctuel à 1 d. ou 2 d., assorti d'un dépôt de garantie d'une demi-couronne (deux shillings et demi). Cette chaîne de bibliothèques privées à l'intérieur même des pharmacies Boots proposait majoritairement de la fiction. Simon Eliot en donne pour exemple le catalogue de 1905 dont les 841 pages se répartissaient en 534 pages pour les romans, 30 pour les livres pour la jeunesse et 269 pour les autres genres d'ouvrages. Boots y faisait aussi état de son « devoir » vis-à-vis des lecteurs dont il se devait de protéger la moralité en refusant d'inscrire dans leur catalogue tout livre qui leur semblerait *“unsuitable for general circulation”*<sup>34</sup>. Eliot considère que le public concerné provenait plutôt de la *lower middle class*, et on ne peut nier le fait que l'un des objectifs, probablement le principal, était d'attirer le chaland. L'écrivain Arnold Bennett ne peut s'empêcher d'ironiser sur ce point et, tout en louant l'action de Jesse Boot, de constater que *“the sole point of contact with living literature is the chemist's shop”*. Il remarque par ailleurs que la clientèle est en général féminine mais surtout, il regrette que ces lecteurs empruntent leurs livres au hasard *“nearly in the dark, with no previous knowledge of what is good and what is bad”*<sup>35</sup>. Cependant, il est indéniable que ce fut, selon les termes de Frank A. Mumby, une *“vast efficient organisation which has played no small part in the growth of the book-reading habit in the country in 1900”*<sup>36</sup>.

Une autre forme d'accès au livre vit le jour en 1905, émanant du journal *The Times*. Confronté à des difficultés financières, ce quotidien offrit à ses abonnés qui payaient £ 3.18 s. d'abonnement annuel de devenir automatiquement membres du Times Book Club, ce qui leur permettait d'emprunter trois volumes à la fois. Les livres étaient livrés et collectés gratuitement pour les Londoniens et à des tarifs spéciaux pour les provinciaux. Situé au 93 New Bond Street, le Times Book Club se voulait à la fois bibliothèque et librairie, car on y vendait des ouvrages dont le prix variait en fonction de leur état : les livres « absolument » neufs bénéficiaient d'une réduction de 25 %, qui pouvait atteindre 70 % pour les ouvrages qui avaient été en circulation pendant six mois. Ces ristournes

---

34. Simon Eliot. “Circulating libraries in the Victorian age and after”, *Cambridge History of Libraries*, vol. III, p. 142-143.

35. Arnold Bennett. *Books and Persons*. London, Chatto & Windus, 1917, p. 106-107.

36. Frank A. Mumby. *Publishing and Bookselling. A History from the Earliest Times to the Present Day*, revised and enlarged edition. London, Jonathan Cape, 1956, p. 314.

devaient donner lieu à un conflit avec les éditeurs, une *Book War* dont il sera question dans le chapitre suivant. Cependant, le Times Book Club survécut à ce conflit. En 1911, il devint accessible à tout un chacun et en 1914 les lecteurs bénéficiaient du libre accès aux rayonnages, comme dans les bibliothèques publiques. Ces quatre institutions poursuivirent leurs activités de prêt de livres assez longtemps : Mudie's Select Library ferma en 1937, le Times Book Club en 1962, Boots' Booklovers Library en 1966, et Smith se limita aux activités de librairie à partir de 1961.

Il est difficile d'apprécier l'importance du lectorat des *circulating libraries* à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, avant que des Anglais en plus en plus grand nombre prennent le chemin des bibliothèques publiques après la Première Guerre mondiale (de 23 % en 1884-1885, on passe à 60 % en 1913-1914). On peut simplement remarquer que les lectorats de Mudie's Select Library et du Times Book Club provenaient majoritairement de Londres, tandis que W. H. Smith's Library et Boots' Booklovers' Library étaient davantage présents en province grâce aux kiosques des premiers et des boutiques de pharmacie du second. Ce qui est clair par ailleurs, c'est que dans les années 1880-1890, la toute puissance de Mudie et de Smith commença à être l'objet de critiques, sinon d'attaques, non seulement à propos du format en trois volumes mais surtout de la censure exercée par eux.

## LA CENSURE DANS LES BIBLIOTHÈQUES

+++++

### Dans les bibliothèques commerciales privées

+++++

Comme il a déjà été dit, les cabinets de lecture se voulaient les garants de la moralité des lecteurs et ne leur offraient (officiellement) que des livres « convenables ». Pour ce faire, Mudie plus que tout autre imposait son diktat, tant pour le contenant, le *three-decker*, que pour le contenu, des textes irréprochables sur le plan moral. La « tyrannie » de Mudie à cet égard était depuis longtemps dénoncée car tout romancier franchissant les bornes de la décence selon les critères de Mudie ne pouvait figurer dans ses catalogues, et en cas de plainte de lecteurs les livres étaient retirés des rayonnages. W. H. Smith agissait de la même manière, mais l'un comme l'autre procédaient à des choix considérés comme arbitraires et selon des critères jugés flous par les éditeurs comme par les auteurs. À partir des années 1880, les critiques à cet égard s'amplifièrent et l'une des plus célèbres diatribes émana du romancier irlandais George Moore



qui avait été victime de la censure de ces deux cabinets de lecture. Il publia en 1884 dans la *Pall Mall Gazette* un premier article intitulé *A New Censorship in Literature* et l'année suivante un pamphlet resté célèbre, au titre quasiment intraduisible en raison de ses sous-entendus ironiques : *Literature at Nurse or Circulating Morals* (mot à mot « la littérature en nourrice ou la morale en circulation ») qui faisait clairement allusion aux *circulating libraries*. Il y dénonçait le monopole des cabinets de lecture, la politique de prix élevés imposée par eux, le côté arbitraire de cette censure et l'incompétence du censeur en ces termes :

*In an article contributed to the Pall Mall Gazette last December I called attention to the fact that English writers were subjects to the censorship of a tradesman who, although doubtless an excellent citizen and a worthy father, was scarcely competent to decide the delicate and difficult artistic questions that authors in their struggles for new ideals might raise [...] All these evils are inherent in the "select" circulating library, but when in addition it sets up a censorship and suppresses works of which it does not approve, it is time to appeal to the public to put an end to such dictatorship<sup>37</sup>.*

L'hypocrisie était à son comble puisqu'il apparaît que les clients de Mudie et de Smith pouvaient se procurer sous le boisseau les livres retirés de la circulation : il leur suffisait de les demander. Moore invitait donc les lecteurs à boycotter Mudie, mais il ne semble pas que ce souhait ait été réalisé. En janvier 1890, parut une série de trois articles rédigés par trois écrivains, Walter Besant, E. Lynn Linton et Thomas Hardy, et regroupés sous le titre *Candour in English Fiction*. Les trois auteurs s'érigeaient, eux aussi, contre le boycott de certains livres, non seulement par les bibliothèques et cabinets de lecture mais aussi par quelques libraires. Malgré ces protestations publiques, les bibliothèques commerciales privées continuèrent d'exercer leur contrôle sur le contenu des livres et quinze ans plus tard, en 1909, une *Circulating Libraries Association* fut même créée dont l'objectif, annoncé sans ambages dans une circulaire adressée aux éditeurs, était toujours aussi dictatorial :

---

37. George Moore. "Literature or Circulating Morals". *Pall Mall Gazette*. London, Vizetelly, 1885.

*In order to protect our interests, and also, as far as possible, to satisfy the wishes of our clients, we have determined in future that we will not place in circulation any book which, by reason of the personally scandalous, libellous, immoral, or otherwise disagreeable nature of its contents, is in our opinion likely to prove offensive to any considerable section of our subscribers. We have decided to request in future you will submit to us copies of all novels, and any book about the character of which there can possibly be any question, at least one clear week before the date of publication*<sup>38</sup>.

Dans la foulée, la nouvelle association décida de la création d'un comité de sélection confidentiel chargé de classer les ouvrages en trois catégories : étaient complètement bannis, donc non stockés, les livres de la troisième catégorie, c'est-à-dire *objectionable*. Dans la deuxième catégorie, les livres, qualifiés de *doubtful*, ne devaient pas dans la mesure du possible circuler, quoiqu'ils puissent être présents dans le cabinet de lecture, mais pas en évidence. Enfin, seuls ceux de la première catégorie, jugés satisfaisants (*satisfactory*) pouvaient circuler librement. Il faut préciser que cette classification portait aussi bien sur les romans que sur d'autres genres d'ouvrages. De nombreux livres semblent avoir été victimes de ce type d'interdit ou de restriction. Un cas resté célèbre est celui du roman de Compton-Mackenzie, *Sinister Street*, publié par Martin Secker en 1913, car Mudie et le Times Book Club en avaient commandé un certain nombre d'exemplaires lorsque Smith et Boots protestèrent contre son placement en catégorie *satisfactory* et imposèrent qu'il soit rétrogradé en catégorie *doubtful*. Mudie et le Times Book Club annulèrent alors leur commande. Toutefois, selon Nicholas Hiley, le nombre de livres complètement interdits resta assez limité (quelques unités)<sup>39</sup>.

---

38. Cité par Nicholas Hiley dans "Can't you find me something nasty?": circulating libraries and literary censorship in Britain from the 1890s to the 1910s". Robin Myers and Michael Harris (eds.). *Censorship and the Control of Print in England and France 1600-1910*. St Paul's Bibliographies, Winchester, 1992, p. 130.

39. *Ibid.*, p. 143.

### Dans les bibliothèques publiques

Qu'en était-il de la censure dans les bibliothèques publiques ? Il semble que les procédés aient parfois été similaires. La moralité restait là aussi une préoccupation constante, et restreindre l'accès à une littérature indésirable était considéré comme un moyen de protéger les lecteurs. On le sait, les bibliothèques publiques se voulaient les gardiennes de la morale nationale. N. Hiley évoque plusieurs articles sur ce sujet, parus au début du xx<sup>e</sup> siècle, dont les auteurs envisageaient une répartition en trois catégories similaire à celle des cabinets de lecture<sup>40</sup>. Dans les archives de bibliothèques publiques étudiées par Mary Hammond, on trouve des indications de livres rejetés par les comités d'acquisition, comme ce fut le cas par exemple à Winchester où le roman de Thomas Hardy *Jude the Obscure* fut interdit en 1905. D'autres bibliothèques étaient en revanche plus ouvertes et acceptaient des romans refusés ailleurs<sup>41</sup>. En fait, certains bibliothécaires considéraient ce type de contrôle de leur devoir, au moins autant vis-à-vis des contribuables que vis-à-vis des lecteurs.

De manière générale, on voit nettement qu'à la fin du xix<sup>e</sup> siècle et au début du xx<sup>e</sup> siècle, les défenseurs de la morale traditionnelle étaient repartis en guerre de plus belle, en dépit ou à cause, d'une part, de l'évolution des mœurs vers plus de liberté et, d'autre part, de nouvelles pratiques de lecture.

---

40. *Ibid.*, p. 132.

41. Mary Hammond, *op. cit.*, p. 47.